

**AGENCE GENERALE DES EQUIPEMENTS
ET PRODUITS DE SANTE
7, rue du Fer à Moulin
75221 PARIS Cedex 05**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (C.C.A.P.)**

MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'ŒUVRE

Marché à procédure adaptée

Opération :

MODERNISATION DES MOYENS DE CONVOYAGES ET TRI SUR LE SITE DE L'AGEPS NANTERRE

OBSERVATION IMPORTANTE

Le présent Cahier des Clauses Administratives (CCAP) n'est valable que dans la mesure où il est complété par un préambule précisant l'objet de l'opération concernée et les stipulations de certaines clauses adaptées à l'opération.

A.P.-H.P.	Consultation n°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 31/07/2020	1/24

SOMMAIRE

- CHAPITRE PREMIER -	4
GENERALITES	4
ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Titulaire du marché	4
1.3 - Sous-traitance	4
1.4 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux	4
1.5 – Tranches	4
1.6 - Contenu des éléments de mission	5
1.7 - Mission de base du Maître d'Oeuvre	6
1.8 - Missions complémentaires du Maître d'Oeuvre	6
1.9 - Contrôle technique	6
1.10 - Travaux intéressant la Défense	6
1.11 - Contrôle des prix de revient	6
1.12 - Mode de dévolution des travaux	6
1.13 - Ordonnancement, pilotage, coordination (O.P.C.), Synthèse et Contrôle système sécurité incendie (C.S.S.I)	6
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
2.1 - Pièces particulières	7
2.2 - Pièces générales	7
ARTICLE 3 - TVA	8
- CHAPITRE II -	8
PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES	8
ARTICLE 4 - FORFAIT DE REMUNERATION	8
4.1 - Modalités de fixation du forfait de rémunération	8
4.2 - Dispositions diverses	8
4.3 – Modifications de programme	8
ARTICLE 5 - PRIX	8
5.1 - Forme du prix	8
5.2 - Mois d'établissement du prix du marché	8
5.3 - Choix de l'index de référence	9
5.4 - Modalités de révision des prix	9
5.4.1- Pour les éléments d'études Diagnostic, APS, APD, PRO/DCE et ACT :	9
5.4.2 - Pour l'élément Visa	9
5.4.3 - Pour l'élément DET	9
5.4.4 - Pour l'élément AOR	9
5.4.5 - Coefficients de révision	9
ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE	10
6.1 - Avance forfaitaire	10
6.2 - Acomptes	10
6.2.1 - Diagnostic	10
6.2.2 - Pour l'établissement des documents d'études suivants : APS, APD, PRO/DCE	10
6.2.3 - Pour l'exécution de prestations ACT	10
6.2.4 - Pour l'exécution du VISA	11
6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)	11
6.2.6 – Pour la mission OPC	11
6.2.7 – Pour la mission synthèse	11
6.2.8 – Pour la mission CSSI	11
6.2.9 - Rémunération des éléments	12
6.2.10 - Montant de l'acompte	13
6.3 - Solde	13
6.3.1 - Décompte final	14
6.3.2 - Décompte général - Etat du solde	14
6.4 - Modalités de règlement	14
6.4.1 - A l'expiration de la période du parfait achèvement	15

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	2/24

- CHAPITRE III -	14
DELAIS - PENALITES POUR RETARD	14
ARTICLE 7 - DELAIS - PENALITES - PHASES ETUDES	14
7.1 - Etablissement des documents d'étude	14
7.1.1 - Délais	14
7.1.2 - Pénalités pour retard	16
7.2 - Réception des documents d'études	16
7.2.1 - Présentation des documents	15
7.2.2 - Nombre d'exemplaires	15
7.2.3 - Délais	17
ARTICLE 8 - PHASE « TRAVAUX »	18
8.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs	18
8.1.1 - Délai de vérification	19
8.1.2 - Pénalités pour retard	19
8.1.3 - Erreur de vérification	19
8.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur	19
8.2.1 - Délai de vérification	19
8.2.2 - Pénalités pour retard	20
8.2.3 - Erreur de vérification	20
8.3 - Instruction des mémoires de réclamation	20
8.3.1 - Délai d'instruction	20
8.3.2 - Pénalités pour retard	20
8.4. - Modalité de règlement du décompte général et définitif	20
- CHAPITRE IV -	21
EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	21
ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	21
ARTICLE 10 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	21
ARTICLE 11 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	22
ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLERANCE	22
ARTICLE 13 - COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX	22
- CHAPITRE V -	23
EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE	23
APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX	23
ARTICLE 14 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	23
ARTICLE 15 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT	23
ARTICLE 16 - TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	23
ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX	23
ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE	23
ARTICLE 19 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE	24
ARTICLE 20 - MESURES CONSERVATOIRES	24
ARTICLE 21 - COMMANDE D'ACHAT	24
ARTICLE 22 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	25
ARTICLE 23 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	25
ARTICLE 24 - UTILISATION DES RESULTATS	25
ARTICLE 25 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION	25
ARTICLE 26 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	25
- CHAPITRE VI -	26
RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES	26
ARTICLE 27 - RESILIATION DU MARCHE	26
27.1 - Résiliation du fait du Maître d'Ouvrage	26
27.2 - Résiliation du marché aux torts du Maître d'Ouvre et cas particuliers	25
ARTICLE 28 - CLAUSES DIVERSES	26
28.1 - Conduite des prestations dans un groupement	27
28.2 - Saisie-arrêt	27
28.3 - Assurances	27
ARTICLE 29 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	29

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	3/24

- CHAPITRE PREMIER - GENERALITES

ARTICLE PREMIER - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché porte sur une mission de maîtrise d'œuvre pour l'opération "Modernisation des moyens de convoyages et tri sur le site de l'AGEPS Nanterre", nécessaire aux besoins de la maîtrise d'ouvrage de l'Agence Générale des Equipements et Produits de Santé (AGEPS) Pôle d'intérêt commun de l'Assistance Publique Hôpitaux de Paris (APHP).

1.2 - Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le vocable de « le Maître d'Œuvre » sont précisées à l'article 2 de l'acte d'engagement (A.E.).

1.3 - Sous-traitance

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-4 du décret n°2018-1075 du 03-12-2018 et de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975.

Les conditions d'exercice de la sous-traitance sont définies à l'article 3.2 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

En application de l'article 4 du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié par le décret 2008-408 du 28 avril 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives prévues à l'article 49 du C.C.A.G.

1.4 - Catégorie d'ouvrage et nature des travaux

L'article 2 du préambule annexé au présent CCAP précise la catégorie d'ouvrages à laquelle appartient la présente opération : Modernisation des moyens de convoyages et tri sur le site de l'AGEPS Nanterre

1.5 – Tranches

Le préambule du CCAP précise dans son article 4, si la mission confiée au Maître d'Oeuvre fait l'objet d'un découpage en une tranche ferme et une ou plusieurs tranches conditionnelles.

Il indique également les éléments de mission compris dans chaque tranche.

Le délai d'attente pour la réalisation successive des tranches est limitée à 24 mois.

Le décompte de ces deux années commence à l'expiration du délai d'acceptation par le Maître d'Ouvrage, du dernier élément de mission de la tranche ferme ou de la tranche conditionnelle précédente.

Le droit à indemnité court à partir du terme de la deuxième année du délai d'attente.

L'indemnité est calculée suivant les dispositions de l'article 36 du CCAG-PI.

A la fin du délai de deux ans, le Maître d'Œuvre est dégagé de toute obligation.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	4/24

1.6 - Contenu des éléments de mission

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I, II et III de l'arrêté du 21 décembre 1993 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission par des maîtres d'ouvrages publics à des prestataires de droit privé, compte tenu des précisions ci-après et dans les CCTP ou CCP propre à chacune des missions : **mission de base.**

Diagnostic : L'AGEPS a effectué une étude de faisabilité pour l'objet des travaux du présent marché. Le titulaire du marché aura la responsabilité d'intégrer dans ses études les options étudiées ainsi que la validation des données d'entrée.

Dès le dossier d'Avant-Projet Sommaire (APS), le Maître d'Œuvre fait connaître au Maître d'Ouvrage les besoins divers en fluides de l'ouvrage (notamment la puissance électrique du bâtiment construit ou rénové, chauffage...), ainsi que les contraintes diverses relevées, en vue du fonctionnement normal du ou des bâtiments concernés par l'opération.

Les études d'avant-projet définitif (APS) comprennent également l'établissement du dossier et les consultations nécessaires à l'obtention du permis de construire ou de la déclaration de travaux.

De plus, dès le stade d'APS, le Maître d'Œuvre établit, en relation avec le Maître d'Ouvrage, un dossier en vue de définir les étapes successives nécessaires pour rendre le terrain viable à la réalisation de l'ouvrage conformément aux contraintes du programme (démolition, dévoiements de canalisations diverses, préalables, rocadés, sondages, confortement de sol...).

Il appartient au Maître d'Œuvre de prendre en compte dans la conception de l'ouvrage, les contraintes résultant des équipements dont il sera muni. Aux stades de l'Avant-Projet Définitif (APD) et Projet (PRO), le Maître d'Œuvre produira au Maître d'Ouvrage une note présentant cette étude.

Le dossier d'APS mentionne obligatoirement les surfaces utiles (SU), hors œuvres brutes (SHOB) et hors œuvres nettes (SHON) pour les constructions neuves.

Ces indications seront renouvelées au stade de l'APD et, le cas échéant PRO, afin de recalculer éventuellement ces surfaces suivant l'évolution du projet.

Au stade de l'Assistance à la Passation des Contrats de Travaux (ACT), en plus des missions normalisées par les textes législatifs et réglementaires, la mission du Maître d'Œuvre comprend l'établissement des cadres de bordereau quantitatif pour l'ensemble des corps d'état.

Au stade de la Direction de l'Exécution des Travaux (DET), le Maître d'Œuvre doit au titre de sa mission :

- l'établissement de fiches modificatives relevant de la mise au point du projet (un modèle type de fiche modificative sera remis au Maître d'Œuvre dès le commencement d'exécution des travaux) ;
- des estimations de travaux optionnels, supplémentaires ou modificatifs, destinées à préparer la décision du Maître d'Ouvrage ;
- la vérification et la recevabilité des devis correspondants produits par les entreprises ;
- la tenue à jour d'un bilan financier mensuel, mentionnant l'imputation des travaux supplémentaires (demande du Maître d'Œuvre, demande du Maître d'Ouvrage, attendus du Permis de Construire ou Déclaration de Travaux, Bureau de Contrôle, etc...) et précisant si ces travaux sont inclus dans le coût prévisionnel ; ce bilan financier comporte également le calcul des révisions de prix ;
- le contrôle périodique pendant la réalisation de la conformité de l'exécution des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles, en matière de qualité, de quantité et de coûts, en prenant en compte les contraintes de délai de l'opération ;
- la participation, en cas de nécessité conceptuelle, à l'élaboration de prototypes, maquettes, témoins, ainsi qu'à la réception des échantillons présentés ;
- la prise en compte permanente des préconisations réglementaires de sécurité des personnes et des biens.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	5/24

- la participation à toutes les réunions du C.I.S.S.C.T éventuel et à la demande du coordonnateur, aux réunions d'hygiène et sécurité.
- la remise au coordonnateur S.P.S pour ce qui concerne la Maîtrise d'Œuvre des documents nécessaires à l'élaboration du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage pour la phase conception et la phase réalisation.

1.7 - Mission de base du Maître d'Œuvre

La mission du Maître d'Œuvre comprend, pour chaque tranche du marché, les éléments de mission mentionnés aux articles 3 et 4 du préambule du présent CCAP et dont le contenu est précisé dans le CCTP mission de base.

Le maître a en charge la rédaction des formulaires d'exécution et de réception.

1.8 - Missions complémentaires du Maître d'Œuvre

Sans objet

1.9 - Contrôle technique

Le préambule du présent CCAP précise en son article 6, si le Maître d'Ouvrage sera ou non assisté d'un contrôleur technique agréé.

Dans l'affirmative, le Maître d'Œuvre doit tenir compte à ses frais de l'ensemble des observations du contrôleur technique, étayées par les textes réglementaires en vigueur, que le Maître d'Ouvrage lui aura notifié pour exécution, afin d'obtenir un accord sans réserve tant au stade des études que de la réalisation de l'ouvrage.

1.10 - Travaux intéressant la Défense

Sans objet.

1.11 - Contrôle des prix de revient

Sans objet.

1.12 - Mode de dévolution des travaux

Le préambule du présent CCAP précise si les travaux sont dévolus par un marché unique ou par marchés séparés.

1.13 - Ordonnancement, pilotage, coordination (O.P.C.), Synthèse et Contrôle système sécurité incendie (C.S.S.I)

Le préambule du présent CCAP, précise si l'opération justifie ou non d'une mission d'O.P.C, d'une mission Synthèse et d'une mission C.S.S.I. et dans l'affirmative, si ces missions sont confiées au Maître d'Œuvre.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	6/24

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont répertoriées à l'article 2.1. En cas de contradiction ou de différence entre les documents, les pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-après.

2.1 - Pièces particulières

- 1 - l'acte d'engagement (AE) et ses annexes,
- 2 - le règlement de consultation,
- 3 - le présent CCAP et son préambule ,
- 4 - le CCTP

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux-ci-après en vigueur à la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence:

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles (CCAG PI), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;

l'ensemble de la réglementation en vigueur applicable à ce type de projet que le titulaire est censé parfaitement connaître.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté et réglementation pour l'exécution du présent marché. Les textes à retenir sont ceux qui sont en vigueur à la date de publication de l'avis d'appel public à la concurrence.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

- 5 - Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.
- 6 - Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- 7 - le CCAG-PI en vigueur à la date de la remise des offres ou, à défaut, au mois d'établissement des prix (mois m_0) tel que défini à l'A.E. ;
- 8 - la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ; abrogé par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- 9 - décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 portant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé ;
- 10 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG Travaux) en vigueur à la date de remise de l'offre ou, à défaut, au mois d'établissement des prix (m_0) tel que défini à l'A.E. ;
- 11 - le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux en vigueur à la date de remise des offres ou, à défaut, au mois d'établissement des prix (mois m_0) tel que défini à l'A.E., ou les spécifications techniques établies par les groupes permanents d'étude des marchés éventuellement applicables aux prestations faisant l'objet du marché.
- 12 - le C.P.T.G. (cahier des Prescriptions Techniques Générale) de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris de novembre 2004.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	7/24

ARTICLE 3 - TVA

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA et TTC.

- CHAPITRE II - PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES

ARTICLE 4 - FORFAIT DE REMUNERATION

4.1 - Modalités de fixation du forfait de rémunération

Le forfait provisoire de rémunération est le produit du taux de rémunération t par la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle. Le taux t et la part de l'enveloppe affectée aux travaux sont fixés à l'article 2.3.1 de l'A.E.

Le forfait définitif de rémunération est le produit du taux de rémunération t' fixé à l'article 2.3.2 de l'A.E. par le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel s'engage le Maître d'Œuvre.

4.2 - Dispositions diverses

Ces forfaits sont exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de ces missions.

Le Maître d'Œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

Le forfait définitif est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur au mois m_0 des études figurant à l'A.E.

Le coût prévisionnel et le forfait définitif de rémunération sont fixés par avenant.

4.3 – Modifications de programme

Toute modification de programme décidée par le Maître d'Ouvrage qui entraînera des reprises d'études ou des compléments dans la direction des travaux pourra donner lieu à une indemnisation, en complément de la mission de maîtrise d'œuvre, dont le montant sera fixé après négociation entre les deux parties.

ARTICLE 5 - PRIX

5.1 - Forme du prix

Le prix est révisable suivant les modalités fixées à l'article 5.4 du présent CCAP.

5.2 - Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé dans l'A.E.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	8/24

5.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du Maître d'Œuvre faisant l'objet du marché est l'index ingénierie I (base 100 en janvier 1973).

5.4 - Modalités de révision des prix

La révision prévue à l'article 5.1 ci-dessus est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \frac{I_m}{I_0}$$

dans laquelle :

I_0 : index ingénierie du mois m_0 (mois d'établissement du prix) ;

I_m : index ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme suit à l'article 5.4.1 à 5.4.7

5.4.1- Pour les éléments d'études Diagnostic, APS, APD, PRO/DCE et ACT :

a. - Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois :

Index du mois au cours duquel l'élément est remis au Maître d'Ouvrage.

b.- Durée d'exécution supérieure à un mois :

Moyenne arithmétique des valeurs des index des mois pendant lesquels s'est effectuée l'exécution de la prestation conformément à l'article 10.2 du CCAG-PI.

5.4.2 - Pour l'élément Visa

Index du mois au cours duquel chacun des documents prévus à l'article 6.2.4 du présent CCAP est remis au maître d'ouvrage.

5.4.3 - Pour l'élément DET

Index du mois au cours duquel la part de la prestation concernée a été exécutée conformément à l'article 6.2.5.a. du présent CCAP.

5.4.4 - Pour l'élément AOR

Pour chacune des quatre parties de l'élément définies à l'article 6.2.5.b. du présent CCAP, il convient de prendre en compte l'index du mois au cours duquel les documents cités ont été remis au maître d'ouvrage et l'index du dernier mois du délai de garantie de parfait achèvement pour le dernier alinéa de l'article 6.2.5.b.

5.4.5 - Coefficients de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue au moment du paiement le Maître d'Ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur révisé en fonction de la dernière situation économique connue.

Le Maître d'Ouvrage procède à la révision définitive dès que les index correspondants sont publiés.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	9/24

ARTICLE 6 - REGLEMENT DES COMPTES DU TITULAIRE

6.1 - Avance forfaitaire

Conformément à l'article 2191-3 du décret n°2018-1075 du 03-12-2018, une avance forfaitaire est accordée au titulaire du marché lorsque le montant du marché est supérieur au seuil de 50 000 euros HT.. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'Acte d'Engagement.

6.2 - Acomptes

En aucun cas, le titulaire du marché ne peut demander le règlement de sommes qui ne feraient pas l'objet des clauses du marché initial ou d'un avenant notifié.

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques réglés selon les conditions suivantes :

6.2.1 - Diagnostic

L'AGEPS a effectué une étude de faisabilité pour l'objet des travaux du présent marché.

Le titulaire du marché aura la responsabilité d'intégrer dans ses études les options étudiées ainsi que la validation des données d'entrée.

6.2.2 - Pour l'établissement des documents d'études suivants : APS, APD, PRO/DCE

Pour les phases Diagnostic, APS et PRO

Le règlement se fera à raison :

- de 80% de sa valeur à la remise du dossier,
- de 20% après son acceptation par le maître d'ouvrage.

Pour la phase APD

Le règlement se fera à raison :

- de 80% de sa valeur à la remise du dossier,
- de 20% après son acceptation par le maître d'ouvrage.

Toutefois ces prestations peuvent être réglées avant l'achèvement, dans le cas où leur délai d'exécution est important, afin que l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas un mois conformément à l'article 12.23 dernier alinéa du CCAG-PI.

Dans ce cas, l'état mensuel établi par le maître d'œuvre comporte le compte rendu d'avancement de l'étude et indique le pourcentage approximatif d'avancement de leur exécution ; ce pourcentage, après accord du maître d'ouvrage, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant, dans la limite de 80 % de la valeur de l'élément concerné.

6.2.3 - Pour l'exécution de prestations ACT

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées de la manière suivante :

- après réception du dossier de consultation des entreprises : 70% ;
- après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le Maître d'Ouvrage de l'(ou des) offre(s) des entreprises : 30%.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	10/24

6.2.4.- Pour l'exécution du VISA

Les prestations incluses dans l'élément Visa sont réglées comme suit :

- sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises lors de la préparation du chantier, en vue d'être visés par le Maître d'Œuvre ;
- sur production du document mentionné ci-dessus, complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le Maître d'Œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires ;

à raison de 50% de sa valeur, à la remise de ce même document à la fin de la période de préparation, et 50% après son acceptation par le Maître d'Ouvrage.

6.2.5 - Pour l'exécution des prestations de contrôle d'exécution (DET et AOR)

a - Elément Direction de l'Exécution des Travaux (DET) :

Les prestations incluses dans l'élément de mission DET sont réglées comme suit

- en fonction de l'avancement de l'exécution sous forme d'acomptes mensuels proportionnellement au nombre de jours d'avancement du chantier, effectués depuis le début et dans la limite de 85% ;
- le solde de 15% à la date de l'accusé de réception (ou de tout autre moyen prouvant la date certaine) par le Maître d'Ouvrage, du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises.

b - Elément d'Assistance lors des Opérations de Réception (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement :

Les prestations incluses dans cet élément sont réglées comme suit :

- à l'issue des opérations préalables à la réception, à la date d'accusé de réception par le maître d'ouvrage du procès-verbal des opérations préalables à la réception et dans la limite de 75% ;
- à la remise du dossier des ouvrages exécutés pour 10% ;
- à raison de 10% à l'achèvement des levées de réserves ;
- le solde de 5% à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du CCAG travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le maître de l'ouvrage en application du 44.2 dudit CCAG.

6.2.6 – Pour la mission OPC

Sans objet

6.2.7 – Pour la mission synthèse

Sans objet

6.2.8 – Pour la mission CSSI

Sans objet

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	11/24

6.2.9 - Rémunération des éléments

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments et aux parties d'éléments de la mission considérée comme constituant des phases techniques d'exécution, sera déterminé sous forme de pourcentage du montant initial du marché.

Les acomptes relatifs aux éléments ou parties d'éléments Diagnostic, APS, APD, seront payés sur la base du forfait provisoire de rémunération figurant à l'A.E.

Après passation de l'avenant fixant le coût prévisionnel des travaux et le forfait définitif de rémunération, il sera procédé si nécessaire, à l'occasion du paiement de l'acompte relatif à l'élément APD ou, le cas échéant, PRO, à un réajustement en plus ou en moins du montant des acomptes relatifs aux éléments APS et éventuellement APD.

6.2.10 - Montant de l'acompte

Le règlement des sommes dues au Maître d'Œuvre fait l'objet d'acomptes périodiques, calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs.

Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état mensuel dans les conditions ci-après définies :

a. - Etat mensuel :

- L'état mensuel établi par le Maître d'Œuvre indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments constitutifs de la mission.
- L'état mensuel sert de base à l'établissement par le Maître d'Œuvre du projet de décompte mensuel auquel il doit être annexé. Le projet de décompte mensuel tient compte des dispositions des articles 6.2.1 à 6.2.10 du présent CCAP.

b. - Décompte mensuel :

Le décompte mensuel établi par le Maître d'Ouvrage correspond au montant des sommes dues depuis le début du marché jusqu'à l'expiration de la période correspondante. Ce montant est évalué en prix de base hors TVA. Il est établi à partir du projet de décompte mensuel en y indiquant successivement :

- l'évaluation du montant, en prix de base de la fraction de la rémunération initiale à régler compte tenu des prestations effectuées,
- les pénalités éventuelles pour retard de présentation par le Maître d'Œuvre des documents d'étude, calculées conformément à l'article 7.1.2 du présent CCAP.

c. - Acompte mensuel :

Le montant de l'acompte mensuel à verser au Maître d'Œuvre est déterminé par le Maître de l'Ouvrage qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte mensuel ci-dessus moins le montant du décompte précédent ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément aux dispositions de l'article 5 du présent CCAP sur la différence entre les décomptes mensuels respectivement de cette période et de la période précédente ;
- l'incidence de la TVA ;

Le montant total de l'acompte à verser correspond à la récapitulation des montants 1°, 2°, et 3° ci-dessus augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au maître d'œuvre.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	12/24

6.3 - Solde

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 26 du présent CCAP, le Maître d'Œuvre adresse au Maître de l'Ouvrage une demande de paiement du solde sous forme d'un projet de décompte final (voir l'article 6.3.1 et 6.3.2 ci-après).

6.3.1 - Décompte final

Le décompte final établi par le Maître d'Ouvrage comprend :

- a. le forfait de rémunération figurant au projet de décompte final ;
- b. la pénalité pour dépassement du seuil de tolérance sur le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle que définie à l'article 19 du présent CCAP ;
- c. les pénalités éventuelles susceptibles d'être appliquées au Maître d'Œuvre en application du présent marché.
- d. la rémunération en prix de base, hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission ; cette rémunération étant égale au poste *a.* diminué des postes *b.* et *c.* ci-dessus.

Ce résultat constitue le montant du décompte final.

6.3.2 - Décompte général - Etat du solde

Le Maître d'Ouvrage établit le décompte général qui comprend :

- a. le décompte final décrit à l'article 6.3.1 du présent CCAP;
- b. la récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître de l'ouvrage;
- c. le montant, en prix de base, hors TVA du solde, ce montant étant la différence entre le décompte final et le décompte antérieur ;
- d. l'incidence de la révision des prix appliquée sur le montant du solde ci-dessus ;
- e. l'incidence de la TVA ;
- f. l'état du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c., d. et e. ci-dessus ;
- g. la récapitulation des acomptes versés ainsi que du solde à verser, cette récapitulation constitue le montant du décompte général.

Le Maître d'Ouvrage notifie au Maître d'Œuvre le décompte général et l'état du solde. Le décompte général devient définitif dès l'acceptation par le Maître d'Œuvre.

6.4 - Modalités de règlement

Le projet de décompte du mois « m » des sommes dues au titulaire doit être remis au Maître d'Ouvrage avant le dernier jour du mois « m + 1 ». Celui-ci dispose ensuite de 15 jours pour

faire connaître par écrit au titulaire les modifications qui ont conduit au décompte mensuel retenu par lui.

Le titulaire dispose ensuite de 15 jours pour faire connaître ses observations, mais le litige ne doit conduire à aucun retard dans le paiement de l'acompte du mois « m » qui est calculé sur la base des conditions admises par le Maître d'Ouvrage.

Le délai global de paiement est au plus de cinquante jours à compter de la date de réception de la facture.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	13/24

6.4.1 - A l'expiration de la période du parfait achèvement

Le titulaire établit le projet de décompte final fixant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre au titre de son marché.

Ce projet final est remis au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- le forfait initial de rémunération décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 5 du présent CCAP.
- les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage.
- le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
 - . le décompte final de l'article 6.3.1 du présent CCAP ;
 - . la récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
 - . l'incidence de la TVA ;
 - . le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Si le projet final, malgré une mise en demeure formulée par la personne responsable des marchés, n'a pas été produit dans un délai de deux mois à partir de la réception de la prestation ; la personne responsable du marché est fondée à établir la liquidation sur la base d'un décompte établi par ses soins.

**- CHAPITRE III -
DELAIS - PENALITES POUR RETARD**

ARTICLE 7 - DELAIS - PENALITES - PHASES ETUDES

7.1 - Etablissement des documents d'étude**7.1.1 - Délais****7.1.1.1. Mission de base**

Les délais d'établissement des documents d'étude de la mission de base sont fixés dans l'A.E.
Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

- premiers éléments :

Diagnostic : date de l'accusé de réception, par le Maître d'Œuvre, de la commande d'achat de démarrage de la mission.

APS : date du courrier d'acceptation par le Maître d'ouvrage de l'élément.

APD : date du courrier d'acceptation par le Maître d'ouvrage de l'élément.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	14/24

- les éléments ou parties d'éléments suivants :

APD, PRO/DCE : la date de l'accusé de réception par le Maître d'Œuvre du prononcé de la réception du document d'études le précédent dans l'ordre chronologique de déroulement de l'opération.

DOE : date de réception des travaux.

7.1.1.2. Mission synthèse

sans objet

7.1.1.3. Mission CSSI

sans objet

7.1.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans la présentation des documents d'étude de la mission de base, le maître d'œuvre subit sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé par rapport au montant du forfait de la mission de base à :

- APS..... 100 euros
- APD 100 euros
- PRO/DCE..... 100 euros
- DOE 100 euros

7.2 - Réception des documents d'études

7.2.1 - Présentation des documents

Par dérogation à l'article 32 alinéa 2 du CCAG-PI, le maître d'œuvre est dispensé d'aviser par écrit le maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

7.2.2 - Nombre d'exemplaires

Les documents d'études sont remis par le maître d'œuvre au maître de l'ouvrage pour vérification et réception. Le tableau à l'article 12 du préambule au présent CCAP précise le nombre d'exemplaires à fournir.

Le maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents ci-dessous dans le cadre de l'opération envisagée.

7.2.3 - Délais

En application de l'article 3.2 dernier alinéa du CCAG PI, la décision par le Maître d'Ouvrage de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet des documents d'études ci-dessus doit intervenir avant l'expiration des délais indiqués à l'article 14 du préambule annexé au présent CCAP.

Ces délais courent à compter de la date de l'accusé de réception par le Maître d'Ouvrage du document d'étude à réceptionner.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai mentionné ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément aux dispositions de l'article 33.1 dernier alinéa du CCAG PI.

En cas de rejet ou d'ajournement, le Maître d'Ouvrage dispose pour donner son avis, après présentation par le Maître d'Œuvre des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	15/24

ARTICLE 8 - PHASE « TRAVAUX »**8.1 - Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Au cours des travaux, le Maître d'Œuvre doit procéder, conformément à l'article 13.1 du CCAG travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par les entrepreneurs et qui lui sont transmis via la plateforme CHORUS PRO : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Le point de départ du délai global de paiement tel que défini à l'article 1er du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, est la date de réception par le maîtrise d'œuvre du projet de décompte mensuel.

Le Maître d'Œuvre informera par voie d'ordre de service les entrepreneurs, avant le démarrage des travaux, de la période du mois ou de la date de réunion de chantier hebdomadaire à laquelle seront transmis les projets de décompte mensuels. En tout état de cause, le projet de décompte arrêté à la fin du mois précédent est remis avant la fin de chaque mois.

Le Maître d'Œuvre enregistre sur le projet de décompte la date de remise ou de réception de la demande de paiement. Le manquement à cette obligation s'oppose au règlement des honoraires correspondants du Maître d'Œuvre, pour lesquels le délai maximum de paiement ne saurait courir qu'à compter de la production de l'une de ces dates.

Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

Le Maître d'Œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet au Maître d'Ouvrage en vue du paiement l'état d'acompte correspondant, qu'il notifie à l'entrepreneur par ordre de service accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier, si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le cas échéant, le Maître d'Œuvre relance l'entreprise pour qu'elle fournisse ou complète les pièces nécessaires au règlement. Le Maître d'Œuvre informe le Maître d'Ouvrage des raisons imputables au titulaire, qui s'opposent au règlement, afin que le Maître d'Ouvrage procède à la suspension du délai de paiement.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire du marché.

8.1.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification et de transmission au Maître d'Ouvrage par le Maître d'Œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 5 jours calendaires, à compter de la date de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.1.2 - Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre peut encourir sur ses créances, une pénalité calculée, par application du taux de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir augmenté de deux points, au montant du décompte mensuel de l'entrepreneur dans la limite de 80% du montant du projet de décompte mensuel du Maître d'Œuvre.

8.1.3 – Erreur de vérification

Dans le cas où le Maître d'Œuvre a transmis un décompte mensuel ou un décompte général et définitif erroné ou ne comprenant pas l'ensemble des pièces nécessaires au règlement, le projet de décompte est rectifié par le Maître d'Œuvre sous quarante-huit heures à la demande du Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Œuvre peut encourir une pénalité calculée selon les modalités décrites à l'article 8.1.2 ci-dessus.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	16/24

8.2 - Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur

A l'issue des travaux, le Maître d'Œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur conformément à l'article 13.3 du CCAG travaux ; et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. A partir de celui-ci, le Maître d'Œuvre établit, dans des conditions définies à l'article 13.4 du CCAG travaux, le décompte général.

Si le projet de décompte final remis par l'entrepreneur est incomplet ou n'est pas établi dans la forme prescrite par les pièces contractuelles, le Maître d'œuvre en avise l'entrepreneur dès sa

réception et lui demande de compléter. Le Maître d'Œuvre effectue alors un suivi de l'établissement du document, ainsi que les relances nécessaires.

8.2.1 - Délai de vérification

Le délai de vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 10 jours calendaires à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

8.2.2 - Pénalités pour retard

Si ce délai n'est pas respecté, le Maître d'Œuvre peut encourir sur ses créances, une pénalité calculée par application du taux de l'intérêt légal en vigueur au moment de la vérification augmenté de deux points, au montant du décompte mensuel de l'entrepreneur dans la limite de 80% du montant du projet de décompte mensuel du Maître d'Œuvre.

8.2.3 – Erreur de vérification

Dans le cas où le Maître d'Œuvre a transmis un décompte mensuel ou un décompte général et définitif erroné ou ne comportant pas toutes les pièces nécessaires, le projet de décompte est retourné au Maître d'Œuvre pour rectification sous quarante-huit heures.

Le Maître d'Œuvre peut encourir sur ses créances, une pénalité calculée par application du taux de l'intérêt légal au moment de la vérification augmenté de deux points, au montant du décompte erroné dans la limite de 80% du montant du projet de décompte mensuel du Maître d'Œuvre transmis.

8.3 - Instruction des mémoires de réclamation

8.3.1 - Délai d'instruction

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est d'un mois à compter de la date de réception par le Maître d'Oeuvre du mémoire de réclamation.

8.3.2 - Pénalités pour retard

En cas de retard dans l'instruction du mémoire de réclamation, le Maître d'Œuvre encourt sur ses créances des pénalités dont le montant par jour de retard est fixé à 152,45 € HT.

8.4. – Modalité de règlement du décompte général et définitif

Conformément aux dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 2002-232 du 21 février 2002 modifié par le décret 2008-407 du 28/04/2008 en 2008 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics, le point de départ du délai global de paiement du solde du projet décompte général et définitif est la date d'acceptation par le Maître d'Ouvrage de ce décompte.

Le délai global de paiement du sous-traitant payé directement par la personne publique est identique à celui prévu au marché pour le paiement du titulaire.

Au delà du délai maximum de paiement prévu à l'article R2192-11 du code de la commande publique, les intérêts moratoires sont dus de plein droit.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	17/24

- CHAPITRE IV - EXECUTION DE LA MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 9 - COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le Maître d'Œuvre s'engage sur un coût prévisionnel des travaux sur la base de l'exécution des études d'APS ou d'APD, selon l'indication portée à l'article 09 du préambule annexé au présent CCAP.

Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le Maître d'Œuvre au moment de la remise des prestations de l'APS ou le cas échéant, de l'APD est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le Maître de l'Ouvrage à l'article 2.2 de l'A.E., le Maître de l'Ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au Maître d'Œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Après réception de l'APD par le Maître d'Ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le Maître d'Œuvre s'engage à respecter.

Le coût prévisionnel des travaux est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'exclusion :

- du forfait de rémunération ;
- des dépenses de libération d'emprise ;
- des dépenses d'exécution d'œuvre d'art confiée à un artiste ou à un maître ;
- des frais éventuels de contrôle technique et autres prestations intellectuelles dont le concours est nécessaire aux travaux ;
- des frais d'intérêt moratoire éventuels attachés aux marchés de travaux.

Le coût prévisionnel des travaux inclut notamment les dépenses éventuelles de consolidation du terrain, les dépenses de fondations spéciales, les frais de raccordement aux divers réseaux publics, même si ces travaux sont exécutés par les concessionnaires.

ARTICLE 10 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût prévisionnel des travaux est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 fixé par l'A.E.

ARTICLE 11 - TOLERANCE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le coût prévisionnel des travaux est assorti du taux de tolérance indiqué à l'article 10 du préambule annexé au présent CCAP.

ARTICLE 12 - SEUIL DE TOLERANCE

Le seuil de tolérance est égal au coût prévisionnel des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance fixé à l'article 11 du présent CCAP.

L'avancement des études permet au Maître d'Œuvre lors de l'établissement des prestations de chaque élément de vérifier que le projet s'inscrit dans le respect de son engagement sur le coût prévisionnel des travaux.

Chaque fois qu'il constate que le projet qu'il a conçu ne permet pas de respecter ce seuil de tolérance et ceci avant même de connaître les résultats de la consultation lancée pour la passation des marchés de travaux, le Maître d'Œuvre doit reprendre gratuitement ses études si le Maître d'Ouvrage le lui demande.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	18/24

ARTICLE 13 - COUT DE REFERENCE DES TRAVAUX

Si à l'issue de la consultation des entreprises de travaux, c'est à dire après réception et discussion du rapport d'analyse des offres établi par le Maître d'Œuvre, le seuil de tolérance est dépassé, le Maître d'Ouvrage peut demander au Maître d'Œuvre d'adapter ses études, sans rémunération complémentaire, afin de respecter son engagement.

Le Maître d'Œuvre fait des propositions dans ce sens au Maître d'Ouvrage dans un délai de 10 jours maximum suivant la demande.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de 20 jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation, puis assurer la mission d'assistance à la passation des contrats de travaux.

Le Maître d'Œuvre s'engage à respecter le coût résultant des contrats de travaux.
Ce coût est le coût de référence.

Le coût constaté ne comprend pas :

- les travaux supplémentaires ou modificatifs exécutés à la suite d'une modification de programme de la volonté du Maître d'Ouvrage (aléas, changements de réglementations...)
- les révisions de prix.

- CHAPITRE V - EXECUTION DE LA MISSION DE MAÎTRISE D'OEUVRE APRES PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

ARTICLE 14 - COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des contrats de travaux passés par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation du projet. Il est égal à la somme des montants initiaux des marchés de travaux.

Le Maître d'Œuvre est réputé avoir prévu, dans le document ayant servi de base à la consultation des entreprises, tous les travaux nécessaires à la réalisation du programme du projet.

ARTICLE 15 - CONDITIONS ECONOMIQUES D'ETABLISSEMENT

Le coût de réalisation est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m_0 correspondant au mois de remise des offres ayant permis la passation des contrats de travaux. Dans le cas d'un appel d'offre infructueux, le mois m_0 est celui des offres retenues à l'issue du dernier appel d'offre.

ARTICLE 16 - TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le coût de réalisation des travaux est assorti d'un taux de tolérance. Ce taux de tolérance est précisé dans l'article 11 du préambule annexé au présent CCAP.

ARTICLE 17 - SEUIL DE TOLERANCE SUR LE COUT DE REALISATION DES TRAVAUX

Le seuil de tolérance est égal au coût de réalisation des travaux majoré du produit de ce coût par le taux de tolérance indiqué l'article 11 du préambule annexé au présent CCAP.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	19/24

ARTICLE 18 - COMPARAISON ENTRE REALITE ET TOLERANCE

Le coût constaté déterminé par le Maître d'Ouvrage après achèvement de l'ouvrage est le montant, en prix de base, des travaux réellement exécutés dans le cadre des marchés de travaux et avenants à ces marchés.

Le coût constaté ne comprend pas :

- les travaux supplémentaires ou modificatifs exécutés à la suite d'une modification de programme de la volonté du Maître d'Ouvrage (aléas, changements de réglementations...)
- les révisions de prix.

ARTICLE 19 - PENALITES POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE

Si le coût constaté est supérieur au seuil de tolérance tel que défini à l'article 17 du présent CCAP, le maître d'œuvre supporte une pénalité égale à la différence entre le coût constaté et le seuil de tolérance multiplié par le taux défini ci-après.

Ce taux est égal au double du taux de rémunération t ou t' fixé à l'article 2.3.2 de l'A.E.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15 % du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux.

ARTICLE 20 - MESURES CONSERVATOIRES

Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs résultant de modifications de programme) dépasse le seuil de tolérance défini à l'article 17 du présent CCAP, des retenues provisoires peuvent être appliquées mensuellement à hauteur de la pénalité calculée en fonction du coût de réalisation connu, par fraction laissée à l'appréciation du Maître d'Ouvrage sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR, mais également pendant la garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 21 – COMMANDE D'ACHAT

le Maître d'Œuvre ne peut notifier des commandes d'achat relatives:

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- au passage à l'exécution d'une tranche conditionnelle ;
- à la notification de prix nouveaux aux entrepreneurs pour des ouvrages ou travaux non prévus, ou ayant des incidences financières ;

sans avoir recueilli au préalable l'accord écrit du Maître d'Ouvrage.

En aucun cas le Maître d'Œuvre ne peut émettre de commandes d'achat de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale des travaux prévus au marché sans qu'une décision de poursuivre ait été prise par le Maître d'Ouvrage et notifiée au Maître d'Œuvre ; ou qu'un avenant ait été notifié au titulaire du marché de travaux.

Le Maître d'Œuvre, dans le cas d'une augmentation de la masse des travaux, justifiant soit d'une décision de poursuivre, soit d'un avenant, fournira l'ensemble des éléments nécessaires à l'établissement de ces actes dans un délai de 10 jours au Maître d'Ouvrage (notamment les motifs détaillés, les devis vérifiés).

La copie doit être remise au Maître d'Ouvrage, qui peut s'assurer à tout moment qu'ils ont bien été délivrés dans les délais impartis.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	20/24

ARTICLE 22 - PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article 09 du CCAG-PI, le titulaire du présent marché, assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

ARTICLE 23 - SUIVI DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

Conformément aux dispositions de l'article 1.7 (et le cas échéant 1.8) du présent CCAP, la direction de l'exécution des travaux incombe au Maître d'Œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entrepreneurs. Il est tenu de faire respecter par les entreprises l'ensemble des stipulations des marchés de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

ARTICLE 24 - UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du maître de l'ouvrage et du maître d'œuvre en la matière est l'option A, telle que définie au chapitre IV utilisation des Résultats du CCAG-PI (articles A-20 à A-31).

ARTICLE 25 - ARRET DE L'EXECUTION DE LA PRESTATION

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme des phases APS et APD. Cette décision entraîne la résiliation du marché sans aucune indemnité.

Lorsque le Maître d'Ouvrage décide d'arrêter l'exécution des prestations au terme des phases techniques postérieures à l'élément APD, le marché est résilié dans les conditions de l'article 27 du présent CCAP.

ARTICLE 26 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du Maître d'Œuvre s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement prévue à l'article 44.1 alinéa 2 du CCAG Travaux, ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

Le Maître d'Œuvre doit assister le Maître d'Ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

Au titre de cette assistance, il doit :

- organiser les opérations préalables à la réception des travaux ;
- assurer le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée ;
- procéder à l'examen des désordres signalés par le Maître d'Ouvrage ;
- constituer le dossier des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation. L'élément AOR, après recollement des documents fournis par l'entrepreneur (plans conformes à l'exécution, notice de fonctionnement qualité des matériaux et des matériels utilisés) prend en compte la constitution des dossiers des ouvrages exécutés nécessaires à leur exploitation.

L'achèvement de la mission fera l'objet d'une décision établie par le Maître d'Ouvrage, dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	21/24

**- CHAPITRE VI -
RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES**

ARTICLE 27 - RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 35 à 40 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

27.1 - Résiliation du fait du Maître d'Ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du Maître d'Œuvre, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 36.2 du CCAG-PI est fixé à 4%.

27.2 - Résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre et cas particuliers

Lorsque le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus des articles 37 à 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le Maître d'Œuvre et acceptées par le Maître d'Ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire prévue à l'article 39.1 du CCAG-PI, les prestations sont réglées sans abattement.

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-PI, le marché pourra être résilié, aux torts du Maître d'Œuvre, dans le cas où celui-ci s'avérerait incapable de concevoir un projet pouvant faire l'objet de marchés de travaux traités dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12 du présent CCAP ; ou bien dans le cas d'appel à la concurrence infructueux lorsque le titulaire ne pourrait mener à bien les études ou négociations permettant la dévolution des marchés dans les limites du seuil de tolérance fixé à l'article 12.

ARTICLE 28 - CLAUSES DIVERSES

28.1 - Conduite des prestations dans un groupement

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants désignés comme tels dans l'A.E. et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 5 du CCAG-PI sont applicables à chacun des cotraitants.

En conséquence des articles 37 à 39 du CCAG-PI, traitant de certains cas de résiliation, s'appliquent dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

La personne responsable du marché pourra procéder selon son choix, soit à la résiliation du marché, soit à une résiliation partielle relative au cotraitant défaillant.

28.2 - Saisie-arrêt

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants, retiendra sur les prochains mandats de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	22/24

28.3 - Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le Maître d'Œuvre (en la personne de chacune de ses composantes) est tenu de présenter les attestations de polices d'assurances en état de validité couvrant les responsabilités énumérées ci-après.

Ces attestations devront préciser outre l'identité de la compagnie d'assurances, le numéro de la ou des polices, et elle devra faire état d'une reconnaissance du Maître d'Œuvre (et de toutes ses composantes) à l'assureur du droit à notifier au Maître d'Ouvrage tous frais de nature à provoquer la suspension ou la résiliation des garanties de cette police d'assurances.

Cette attestation devra être émise par la direction de la compagnie d'assurances et non par le courtier ou l'agent.

L'attestation de sa compagnie d'assurances, que le Maître d'Œuvre (dans toutes ses composantes) doit présenter doit dater de moins de 3 mois et indiquer que la police ou les polices sont en bon état de validité, et que l'entrepreneur lui-même est en règle de paiement des primes exigibles.

En cas de carence d'un entrepreneur, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de verser directement aux compagnies d'assurances les primes qui pourraient leur rester dues au titre du présent marché. Celles-ci seront alors prélevées sur le solde dû à l'entrepreneur.

Si cette procédure s'avérait inapplicable, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de souscrire l'assurance nécessaire pour le compte et aux frais de l'entrepreneur défaillant. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage pourra se substituer au Maître d'Œuvre défaillant et en déduire les montants correspondants par précompte.

Responsabilité civile

Le Maître d'Œuvre (et toutes ses composantes intervenant dans l'opération), doit être titulaire d'une police personnelle de Responsabilité Civile, couvrant les dommages de toutes natures garantissant sa responsabilité en cas d'accident ou de dommages causés aux tiers par la conduite des travaux ou leur modalité d'exécution.

La ou les polices devront couvrir les responsabilités de tous les intervenants, que ce soit pendant la durée des travaux, mais également après réception des travaux (jusqu'au terme de

la garantie de parfait achèvement, sous réserve d'une éventuelle prolongation de garantie), du fait de tout événement engageant leur responsabilité civile sur le fondement des articles 1240 et suivants du code civil.

Cette ou ces polices d'assurances de Responsabilité Civile devront comporter une garantie suffisante et en rapport avec l'opération et les travaux du lot concerné. Le Maître d'Ouvrage se réserve d'exiger une augmentation du plafond de l'assurance de Responsabilité Civile par catégorie de risque si les travaux nécessitent une assurance aux tiers plus étendue.

Assurance de Responsabilité Décennale

Le Maître d'Œuvre (dans toutes ses composantes) responsable au titre des articles 1792 et 1792-1 du code civil, doit justifier qu'il est titulaire d'une police d'assurance obligatoires de responsabilité décennale selon les modalités applicables au jour de la signature du marché et comportant la garantie de tous les risques définies par les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 1792.4 du code civil, ainsi que les clauses prévues tant par la loi n° 78.12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction, que par ses décrets et arrêtés d'application.

A.P.-H.P.	Consultation N°110.20-06.DINV	AGEPS
CCAP	Dernière mise à jour du : 21/07/20	23/24

ARTICLE 29 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAP-PI auxquels il est dérogé	Articles au CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
12.3 32.2 alinéa 2 33.1 alinéa 2 37 et 39 37	6.4.1 7.2.1 7.2.3 30.2 30.2
